



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Janvier 2024

Sommaire

Focus – situation géopolitique	3
Sécurité et souveraineté énergétique	3
Secteur des transports	4
Autres faits saillants	5
POLOGNE	5
HONGRIE.....	8
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	10
SLOVAQUIE.....	13
LITUANIE	15
LETTONIE	15
ESTONIE	16
Agenda	18

LE % A RETENIR

63%

**Part du charbon
dans le mix
électrique polonais
en 2023**

Point bas historique
-10pp en g.a.

En 2023 en Estonie

la production d'
**électricité
renouvelable**

a [enfin] dépassé la
production d'électricité
fossile

soit respectivement 2,6 TWh et
2,3TWh

Focus – situation géopolitique

Sécurité et souveraineté énergétique

Investissements énergétiques stratégiques

Selon la presse tchèque **l'entreprise publique MERO, qui exploite le réseau tchèque d'oléoducs, serait en passe d'acquérir la part de Shell Deutschland (32,5%) au sein de la raffinerie allemande MiRO Oil** (plus grande raffinerie allemande, capacité journalière de 310 000 barils), située à Karlsruhe. Cette raffinerie est connectée à l'oléoduc TAL qui approvisionne en pétrole la Tchéquie depuis le port de Trieste en Italie et dont les travaux de renforcement du débit (projet TAL+) doivent permettre à la Tchéquie de remplacer totalement à partir de 2025 ses approvisionnements en pétrole russe via l'oléoduc Druzhba. **Cette prise de participation s'inscrit dans une série d'investissements stratégiques visant au renforcement du contrôle par l'Etat tchèque des infrastructures énergétiques**, avec un objectif de sécurisation des approvisionnements (pour mémoire, ces derniers mois : rachat des installations de stockage de gaz RWE, du gestionnaire de réseau Net4Gas, des stations-service Robin Oil).

Le projet d'amélioration de l'interconnexion gazière entre la Lettonie et la Lituanie (ELLI), réalisé par l'opérateur letton de transport et de stockage de gaz naturel Conexus Baltic Grid (Conexus) et l'opérateur lituanien de transport de gaz naturel Amber Grid, **a été achevé après quatre ans de travaux**. La mise en œuvre du projet ELLI renforcera la diversification et la sécurité de l'approvisionnement, améliorera la compétitivité sur le marché du gaz en permettant à la Lituanie et à la Pologne d'utiliser plus efficacement le stockage souterrain de gaz d'Incukalns, et permettra à la Lettonie, à l'Estonie et à la Finlande d'utiliser les voies d'importation de gaz via le terminal GNL de Klaipėda et l'interconnexion Lituanie-Pologne (GIPL). Le coût total du projet a atteint 10,1 M€, dont 3 M€ financés par Conexus et 2,13 M€ par Amber Grid. Le montant du cofinancement européen a représenté près de 5 M€.

Arrêt du projet d'interconnexion de l'oléoduc Druzhba

Le projet d'interconnexion de l'oléoduc Druzhba, opéré sur le territoire slovaque par la société publique Transpetrol, à la raffinerie de Schwechat en Autriche (groupe OMV), est définitivement arrêté, après plus de 20 ans d'études. Pour mémoire, en décembre 2003, Transpetrol et OMV avaient créé la filiale BSP (Bratislava Schwechat pipeline) détenue à 74 % par Transpetrol et à 26 % par OMV. **Le projet devait permettre le transit du pétrole russe vers l'Autriche avec une capacité annuelle de 2,5-5 Mt**. L'interconnexion de 62 km (dont 12 km en Slovaquie) devait traverser les nappes phréatiques de plaine du Danube, ce qui a dès le départ suscité les contestations des activistes environnementaux. D'autres alternatives ont été contestées soit par la mairie de Bratislava, soit par les deux sociétés concernées (tracé à travers les Carpathes considéré comme trop onéreux). L'agression russe en Ukraine a accéléré la fin du projet.

Prix de l'énergie, des aides aux ménages enfin ciblées ?

Début février, **Mme Denisa Sakova, ministre slovaque de l'Economie, a annoncé** que son ministère, en coopération avec les experts du ministère des Finances et du ministère du Travail, des affaires sociales et de la famille, travaillait sur **un nouveau concept d'aides énergétiques aux ménages**. Ces aides devraient être désormais plus ciblées en prenant en considération la situation sociale des ménages ainsi que les spécificités géographiques du pays (notamment climatiques). Ce nouveau concept devrait répondre non seulement aux contraintes budgétaires à partir de l'année prochaine, mais aussi être décliné dans l'éventualité de nouvelles crises.

Une nouvelle bourse de l'électricité en Hongrie, Slovaquie et Serbie

La bourse d'électricité annoncée récemment par la Hongrie, la Slovaquie et la Serbie devrait voir le jour durant le premier semestre de l'année 2024. Selon Péter Szijjártó, ministre des

affaires étrangères et du commerce, cette nouvelle bourse contribuera au renforcement de la sécurité énergétique de la région. Pour cette raison, le ministre a demandé un soutien financier de l'UE pour ce projet.

Secteur des transports

2023 : Le fret portuaire au ralenti en Lettonie, mais pas en Pologne

Le contexte géopolitique continue à impacter durement le fret portuaire et ferroviaire letton en 2023. La diminution de presque 20% du chiffre d'affaires global de l'activité des ports lettons est principalement due à une **baisse des volumes de charbon** (-56% par rapport à 2022) et **de produits pétroliers** (-48,4%). D'une manière générale, le volume des cargaisons en vrac a baissé de 21%, celui des cargaisons liquides de 47%, et le fret général de 6%. En revanche, le fret céréalier a progressé de 14% par rapport à l'année précédente. En 2023, les volumes de transport de marchandises par rail ont baissé de 27,6% par rapport à 2022 et ont atteint 15,6M tonnes. Le fret en transit a représenté 12,2Mt, soit une baisse de 30,8% par rapport à l'année précédente. Le transport de fret ferroviaire national a affiché également une tendance à la baisse (-4%).

Le port de Gdańsk a noté quant à lui des transbordements records en 2023. Leur volume a atteint près de 81 Mt, soit une augmentation de plus de 12,7 Mt par rapport à 2022. Les produits agricoles ont enregistré les plus fortes augmentations en pourcentage (>60%). Les terminaux céréaliers ont fonctionné à pleine capacité tout au long de l'année, ce qui est directement lié au blocus des ports ukrainiens sur la mer Noire et au transit des céréales ukrainiennes par, entre autres, les ports polonais. Au total, les transbordements de céréales dans le port de Gdansk au cours de l'année se sont élevés à près de 3,1 Mt contre 2 Mt en 2022. Les transbordements des combustibles liquides ont augmenté de près de la moitié (47%) ce qui représente un transbordement de 37,6 Mt (25,5 Mt en 2022). En revanche, les autres matières premières énergétiques transitant par le port de Gdansk à destination de la Pologne n'ont pas connu d'augmentation spectaculaire. Ceci est dû au fait que les besoins du marché se sont stabilisés. Les terminaux charbonniers ont traité 13,3 Mt, dont 12,5 Mt d'importations. Cela représente une augmentation de 1 % par rapport à 2022.

Autres faits saillants

POLOGNE

Nominations au sein du gouvernement Tusk et supervision des grandes entreprises publiques

Fin janvier, **M. Maciej Bando** a été nommé sous-secrétaire d'Etat et plénipotentiaire du gouvernement pour les **infrastructures énergétiques stratégiques** auprès de la ministre du Climat. Il supervisera notamment les sociétés de transport de l'énergie : PSE (électricité), PERN (pétrole et combustible) et Gaz-System (gaz), ainsi que la société Centrales Nucléaires Polonaises (PEJ).

Le 17 janvier a été publié le décret du ministre des Actifs publics et de la ministre de l'Industrie sur la répartition des compétences entre les deux ministères. **M. Budka** assurera directement la tutelle sur les plus grandes entreprises publiques (la compagnie pétrolière Orlen, la banque PKO BP, l'entreprise minière KGHM, l'assureur PZU notamment). **M. Robert Kropiwnicki** supervisera entre autres les principales entreprises du secteur énergétique et minier, notamment l'électricien national PGE, Tauron, Enea, PGG, JSW. **Mme Czarnecka** supervisera quatre instituts miniers de formation (Katowice, Gliwice, Zabrze, Wrocław). Son ministère, basé à Katowice, récupère du ministère des Actifs publics le département des mines et de la métallurgie, qui s'occupait jusqu'à présent de la notification des aides d'État au secteur minier.

Début janvier, **M. Witold Kos** a été nommé directeur général de la Société des Forêts Nationales (*Lasy Państwowe*). Il a remplacé Józef Kubica, directeur depuis 2021, proche de Zbigniew Ziobro, ancien ministre de la Justice.

Le 4 janvier, **Mme Magdalena Jaworska** a été nommée présidente de l'Agence Polonaise de la Navigation Aérienne (*PAŻP*). Elle a déjà occupé ces fonctions par intérim en 2015-2016. Depuis 2017, elle était membre du Performance Review Body of the Single European Sky, organe consultatif de la CE. Elle est diplômée en droit européen à l'Université de Maastricht et en relations internationales à l'Université de Varsovie.

Le 25 janvier, **M. Krzysztof Galos** a été nommé au poste de géologue principal national auprès du ministère du Climat et de l'Environnement. Auparavant, il a été, entre autres, directeur de l'Institut de la gestion des ressources minérales et de l'énergie à l'Académie polonaise des sciences (*PAN*).

Le 24 janvier, le ministre des Infrastructures Dariusz Klimczak a nommé **M. Czerniawski** au poste de directeur de l'Institut de météorologie et de gestion de l'eau (*IMGW*). Il était directeur de l'Institut de biologie et chef du département d'hydrobiologie de l'Université de Szczecin. En 2020, il a été nommé président du conseil scientifique du parc national de Drawa. Depuis 2021, il est président du Conseil pour la protection de la nature auprès du directeur régional de la protection de l'environnement de Szczecin et depuis septembre 2022, vice-président de l'Association polonaise de l'hydrobiologie.

Énergie

Selon les nouvelles [recommandations](#) du think tank Forum Energii, le nouveau gouvernement polonais devrait préparer une stratégie visant à éliminer progressivement les centrales électriques au charbon d'ici 2035, accélérer les investissements dans les réseaux et renforcer le rôle des entreprises publiques dans la transition.

- électricité

Sur la base d'estimations préliminaires de PSE, ARE et ENTSO-E, le portail WysokieNapiecie.pl a informé qu'**en 2023, les EnR représentaient 27 % de la production d'électricité en Pologne contre 20 % en 2022**. Dans le même temps, **la part du charbon est tombée à 63 %**, soit une baisse de 10 points de pourcentage en g.a. pour atteindre le niveau le plus bas jamais atteint.

- gaz et pétrole

Le président de l'Office de régulation d'énergie (URE) a prolongé la licence de Gaz-System pour le transport de combustibles gazeux en Pologne du 31 décembre 2030 au 6 décembre 2068.

Selon le rapport de la Cour suprême des comptes (NIK), Orlen aurait vendu les actifs pétroliers de Lotos à Saudi Aramco (ainsi qu'à MOL) à un prix inférieur à leur valeur réelle. L'étude a été achevée en juillet 2023, mais n'avait pas été rendue publique alors. Selon les auditeurs, Orlen, en mettant en œuvre les mesures correctives convenues avec la Commission Européenne, a vendu les actifs de Lotos pour un montant inférieur d'au moins 5 Mds PLN (1,15 Md€) à leur valeur réelle.

PGNIG Upstream Norway (PUN) a obtenu 10 nouvelles concessions sur le plateau continental norvégien, dont une en tant qu'opérateur. Deux concessions ont également été remportées par KUFPEC, qui a été rachetée par PGNIG en novembre 2023. Ces nouveaux actifs devraient permettre à PUN d'augmenter sa production de gaz d'environ 20 000 barils d'équivalent pétrole par jour.

- nucléaire

En janvier, des représentants d'Orlen Synthos Green Energy (OSGE) ont rencontré des fonctionnaires du Département d'État des Etats-Unis à Washington. Les discussions ont porté sur le projet de construction d'un parc de réacteurs BWRX-300 en Pologne et sur le calendrier de travaux dans le cadre du projet Phoenix, pour lequel OSGE s'est qualifiée.

Les **relations franco-polonaises dans le secteur de l'énergie nucléaire** étaient le thème de la rencontre fin janvier à Varsovie entre le vice-ministre du Climat et de l'Environnement, Milosz Motyka, et Philippe Crouzet, haut-représentant pour la coopération nucléaire civile franco-polonaise.

- renouvelables - éolien

En janvier l'Association polonaise de l'énergie éolienne (PSEW) a annoncé la création de la Wind Industry Hub Foundation. La Fondation a établi 10 recommandations, dont la mise en œuvre devrait permettre la construction d'**une industrie éolienne forte en Pologne**. Il s'agit entre autres de mettre à jour la politique énergétique de la Pologne sur la base d'objectifs plus ambitieux en matière d'EnR et de simplifier les procédures administratives pour le développement de parcs éoliens terrestres et marins.

La société Vestas a annoncé son intention de construire une usine de fabrication de pales d'éoliennes à Szczecin. L'usine devrait être opérationnelle en 2026 et employer plus de 1 000 personnes. Elle est destinée à produire des pales pour le modèle phare d'éolienne V236 15,0 MW de Vestas, d'une envergure de 236 mètres, pour les marchés polonais et étrangers.

La société PGE a annoncé que, conjointement avec Ørsted, elle a signé un accord avec GE Vernova et Polimex Mostostal pour la construction d'infrastructures terrestres pour la production d'électricité du parc éolien offshore Baltica 2. Une sous-station de 275/400 kV et des lignes d'exportation seront construites près du village d'Osieki Lęborskie, dans la commune de Choczewo. Les travaux commenceront en 2024, les essais et la mise en service étant prévus pour 2026-2027.

Mi-janvier, le projet de guide de procédures administratives pour les investissements dans les EnR a été soumis à consultation. Le ministère du Climat attendait les commentaires des organisations du secteur des EnR jusqu'au 19 janvier. Il s'agit de la mise en œuvre des dispositions de l'UE relatives au point de contact national. Le manuel donne un aperçu des exigences administratives pour les investissements basés sur les technologies EnR les plus populaires, y compris les installations photovoltaïques, les parcs éoliens terrestres et offshore, l'hydroélectricité, le stockage de l'énergie et les installations EnR hybrides.

Environnement

- forêts

Le 8 janvier le ministère du Climat et de l'Environnement a publié un décret visant à arrêter ou à restreindre l'abattage des forêts dans dix zones de grande valeur environnementale pendant six mois. Au total, ces zones représentent environ 1,5% (environ 116 000 h) de la superficie

forestière gérée par les forêts d'État. Il s'agit notamment des forêts d'Augustów, de Romnica et de Borecka (voïvodie de Varmie-Masurie), de la forêt de Knyszyn (voïvodie de Podlachie) ou des forêts situées près de Wrocław et de la Tricité. Le ministère a également annoncé des changements de système de la gestion des forêts pour mieux protéger les forêts anciennes, l'une des priorités étant la création du parc national de Turnicki (voïvodie de Podkarpackie).

- *qualité de l'air*

Début janvier, le ministère du Climat et de l'Environnement a informé qu'à la mi-décembre 2023, **le versement des subventions dans le cadre du programme "Air pur" (Czyste powietrze) avait été suspendu à cause de l'épuisement des ressources** du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la gestion de l'Eau (NFOŚiGW) et des fonds régionaux. À l'époque, les arriérés s'élevaient à 300 M PLN (68,2 M€) et concernaient 23 000 demandes de subventions non traitées. Le ministère cherche des solutions pour débloquer le paiement. Pour rappel, « Air pur » est le projet phare de lutte contre la pollution de l'air en Pologne. Avec un budget de 103 Mds PLN (23,4 Mds€), il finance la modernisation thermique et le changement des poêles de chauffage des ménages polonais.

Transport

- *mobilité durable*

La société Forêts de l'Etat (*Lasy Państwowe*) réalise le programme « Forêt de l'énergie » visant à déployer une infrastructure de recharge des véhicules électriques dont la valeur s'élève à 1,5 Md PLN (340 M€). D'ici 2027, il prévoit la mise en place des 402 stations publiquement accessibles, dont 54 ont été déjà réalisées.

- *ferroviaire*

A la mi-janvier la société CPK a lancé une consultation relative à la définition des paramètres techniques du matériel roulant pour de nouvelles rames GV qui desserviraient CPK. La date limite pour se porter candidat à la consultation a expiré le 31 janvier. Il est prévu d'acheter plus de 100 rames électriques dans le cadre du projet CPK. Pour rappel, le projet initié par le gouvernement du PiS fait désormais l'objet d'un audit par le gouvernement actuel.

Le 10 janvier, l'opérateur PKP Intercity et le fabricant polonais du matériel roulant Newag ont signé un contrat pour l'achat de 63 locomotives électriques multi-systèmes avec une option pour en commander 32 supplémentaires et fournir un service de maintenance de 5 ans. Il s'agit de la première commande aussi importante d'une seule série de véhicules dans l'histoire du transporteur et du fabricant. Le contrat s'élève à près de 2,3 Mds PLN (520 M€).

- *urbain*

Le Tribunal administratif de voïvodie de Cracovie a annulé le règlement du conseil municipal de Cracovie concernant la mise en œuvre d'une zone urbaine à faible émission (ZFE) à partir du 1^{er} juillet 2024. Cette décision a été attaquée par le Voïévode de la Petite-Pologne et par 2 personnes privées. Parmi les motifs de sa décision le Tribunal a indiqué, entre autres, le manque de précision dans son règlement sur le périmètre de la ZFE et d'informations sur l'organisation de la circulation dans cette zone. La mairie n'envisage pas de faire appel de cette décision, ce qui signifie que la ZFE ne sera pas mise en œuvre dans la ville le 1^{er} juillet de cette année.

La société Tramwaje Warszawskie (Tramways de Varsovie) a finalisé les consultations préalables du marché pour la fourniture des 160 tramways. Elles ont soulevé un grand intérêt des fabricants, dont, entre autres : Pesa, Stadler, Modertrans, Alstom, Skoda, Hyundai et CAF. Le cahier des charges est en cours de préparation et l'appel d'offres pour les 20 premiers tramways pourrait être lancé au cours du premier semestre.

La régie de transport de Gênes a signé avec Solaris un contrat record s'élevant à plus de 100 M€ pour la livraison de 112 trolleybus Trollino 18.

Infrastructures de transport

Le 17 janvier, le conseil de surveillance de CPK a été révoqué. Le 19 janvier, le nouveau conseil de surveillance a révoqué Mikołaj Wild, PDG de la société, et Radosław Kantak, membre du conseil d'administration pour les investissements ferroviaires. Dans le même temps, le

président du conseil de surveillance, **Filip Czernicki**, a été désigné président du conseil d'administration par intérim pour une période de trois mois. Andrzej Alot, responsable des questions financières, est resté au conseil d'administration de la société.

Fin janvier la société CPK a informé de l'ouverture d'une procédure de vérification et d'évaluation des activités de l'entreprise jusqu'à ce jour. Il s'agit d'une étape formelle précédant immédiatement le lancement d'un appel d'offres pour un auditeur externe. Selon les informations publiées, il est annoncé que l'auditeur aura pour mission d'analyser les activités de CPK dans les domaines suivants : ressources humaines, finances, mise en œuvre du programme socio-économique et activités de marketing et de relations publiques de la société, conception de l'aéroport, conception des chemins de fer et conception de projets autres que les projets aéroportuaires et ferroviaires, y compris le développement spatial de la zone autour de l'aéroport.

Mi-janvier, la société CPK a rassemblé dans un seul [rapport](#) les informations les plus importantes concernant la genèse du programme CPK, sa justification, les analyses effectuées jusqu'à présent et l'état d'avancement des travaux de la société.

Enfin, la société CPK a lancé une procédure de dialogue compétitif pour la conception, la fourniture et la mise en service d'un système de traitement des bagages pour l'aéroport CPK. Également en janvier, la société CPK a reçu le permis de construire relatif au tunnel longue distance à Łódź. La décision concerne l'excavation d'un tronçon de plus de 4 kilomètres sous le centre-ville pour la ligne ferroviaire à grande vitesse.

HONGRIE

Énergie

MAVIR a publié les détails de l'électricité produite en 2023. Ainsi, la centrale nucléaire de Paks a produit 15,92 TWh d'électricité, soit 48,8% de la production totale. Sur l'ensemble de l'année, les importations d'électricité ont représenté 25,4% de l'électricité consommée, avec un pic à 41% en décembre. Les centrales à gaz et à charbon ont généré respectivement 22,1% et 8,4% de l'électricité consommée.

Une communauté énergétique a été lancée à Babolna, la première de la sorte en Hongrie. Celle-ci comprend des ménages équipés de panneaux photovoltaïques, des institutions locales, une centrale photovoltaïque, une station de recharge bidirectionnelle pour bus électriques, et une petite centrale à méthane. Une batterie de 100 kW va également être installée afin d'équilibrer l'offre et la demande. L'excédent d'électricité produite sera vendu à l'entreprise agro-alimentaire OSI Food Solutions.

- gaz

Peter Szijjártó a annoncé qu'un accord politique avait été conclu entre la Hongrie et le Qatar pour la fourniture de GNL. Aucune livraison n'aura lieu avant 2027 car le Qatar doit renforcer ses capacités d'exportation. Le GNL pourrait arriver en Hongrie via la Turquie, la Grèce ou la Pologne. Des investissements seront toutefois nécessaires pour renforcer les infrastructures de transport de gaz.

MVM dévoilera dans les prochains mois les résultats de l'appel d'offres pour la construction de trois centrales à gaz à cycle combiné. D'une capacité de 1 650 MW, ces centrales serviront à équilibrer le réseau, mais n'ont pas vocation à fonctionner continuellement à pleine puissance.

Un quatrième puit est entré en activité dans le champ gazier de Nyékpusztá, au sud-est de la Hongrie.

- énergies fossiles

La consommation de carburant a diminué de 15,7% en 2023, par rapport à l'année précédente. La consommation d'essence a baissé de 11,1%, tandis que la consommation de diesel chutait de 18,4%.

- photovoltaïque

Succès pour le programme de subventions Solar Energy Plus, lancé le 15 janvier. Il permet de couvrir 65% des coûts d'installation de panneaux solaires, pour un montant total de 5 M HUF

(12 884 €). Le gouvernement prévoyait 15 000 bénéficiaires de ce programme, mais plus de 17 000 demandes ont été déposées dès le premier jour. Les dossiers seront examinés en moins de 15 jours et, en cas de validation, les ménages devront soumettre 3 devis fournis par des entreprises accréditées. A ce stade, 75 Mds HUF (193 M€) ont été alloués à ce programme.

Une centrale photovoltaïque de 48 MW a été inaugurée à Kiskunhalas, dans le sud de la Hongrie. Le taux d'ensoleillement dans cette région est supérieur à la moyenne nationale. La centrale a été financée par Phlegon Group, et devrait pouvoir alimenter 34 000 foyers.

- hydrogène

MOL, Volánbusz, MÁV et Wáberer ont signé un accord stratégique qui vise à promouvoir l'usage de l'hydrogène. Ces entreprises du secteur de l'énergie et des transports vont coopérer et se coordonner pour différents projets afin d'accélérer le développement et la diffusion de l'hydrogène comme carburant. MOL a par ailleurs annoncé que sa raffinerie hongroise serait en mesure de produire de l'hydrogène vert dès cette année.

Magyar Földgáztároló, la filiale de MVM en charge des réserves stratégiques de gaz, va mettre en place une série de tests pour déterminer si ses sites de stockage de gaz pourraient être utilisés pour de l'hydrogène. Les technologies qui permettent cela sont encore en phase de développement.

- batteries électriques

Un contrat préliminaire a été signé au sujet du terrain sur lequel sera construite l'usine de BYD à Szeged. Le terrain en question s'étend sur 300 hectares, dans la zone industrielle de Szeged. Un réseau d'égouts et de canalisations est en cours de construction.

Le groupe slovène Andrada a décidé de renoncer à son projet de construction d'une usine de traitement et de recyclage de batteries électriques à Alsózsolca, du fait de vives protestations de la population locale. Le projet sera finalement délocalisé à Sósokút, dans la banlieue de Budapest. Selon Andrada, ce nouvel emplacement se prête davantage au projet, notamment du point de vue logistique.

Infrastructures

- urbaines

Le gouvernement a alloué 192 Mds HUF (495 M€) à la ville de Nyíregyháza pour moderniser les infrastructures de son parc industriel. L'entreprise chinoise Sunwoda y a réalisé un investissement de 580 Mds HUF (1,5 Md€) et va y construire une usine de batteries. L'entreprise coréenne W-Scope y construit également une usine de séparateurs de batteries tandis que l'allemand Boysen a annoncé une usine où seront fabriqués des boîtiers de batteries.

Transport

- aérien

14,7 millions de voyageurs ont transité par l'aéroport de Budapest en 2023, soit 91% du niveau pré-pandémie. 131 vols directs sont disponibles depuis Budapest. Les destinations les plus populaires sont Londres et Istanbul. L'aéroport souhaite augmenter le nombre de ses destinations vers la Chine et l'Inde et reprendre les vols vers l'Amérique du nord. **Quant au fret aérien, il a augmenté de 3,8% par rapport à 2022,** et de 48,5% depuis 2019.

Le nombre de vols hebdomadaires entre Budapest et Pékin va passer de 2 à 3 à partir d'avril. *Air China* et *China Eastern Airlines* opèrent un total de 8 vols par semaine entre la Chine et la Hongrie. Les destinations chinoises desservies sont Pékin, Chongqing, Shanghai et Ningbo.

Wizz Air Hongrie a transporté 5,2 millions de passagers en 2023, soit une augmentation de 29% par rapport à l'année précédente. Tous pays confondus, le nombre de passagers de Wizz Air a augmenté de 32% et a atteint 60,3 millions.

L'office hongrois de protection des consommateurs a lancé une enquête contre Wizz Air concernant ses pratiques en matière d'enregistrement. Il est notamment reproché à la compagnie aérienne de ne pas avoir transmis toutes les informations disponibles aux voyageurs

en matière d'enregistrement en ligne. De nombreux voyageurs ont ainsi payé des suppléments entre décembre 2022 et mai 2023.

- ferroviaire

Dans le cadre de son plan de modernisation à 10 ans, MÁV-Volán compte acquérir des trains à hydrogène. L'entreprise publique espère pouvoir déployer ces nouveaux trains d'ici 3 ans.

Un accord a été conclu entre MÁV et les syndicats afin d'augmenter les salaires de 28,4% sur les trois prochaines années. Il a aussi été décidé que les salaires seraient indexés sur l'inflation en 2025 et 2026.

Waberer a acquis 51% des parts de l'entreprise de fret ferroviaire Petrolsped Group. Ce dernier est principalement actif en Hongrie et en Roumanie via ses filiales Pultrans et PSP Cargo Romania. Waberer a réalisé cette acquisition du fait des opportunités liées aux nouveaux investissements industriels et automobiles, qui vont très probablement augmenter la demande pour le fret en Hongrie.

- routier

Après une grève les 28 et 29 janvier, les syndicats des conducteurs de Volánbusz et le gouvernement ont conclu un accord. Les conducteurs de bus vont recevoir une augmentation de 28,4% sur les 3 prochaines années, dont environ 20% dès 2024. Il a également été décidé que les futures augmentations dépasseraient le niveau de l'inflation afin d'accroître le salaire réel.

Le pont qui relie Dregelypalank, en Hongrie, et Ipelske Predmostie en Slovaquie, a été complété. L'ouvrage, qui traverse la rivière Ipeľ, a coûté 2,9 Mds HUF (7,6 M€).

- urbain

La direction de BKV, l'entreprise publique de transport de Budapest, a approuvé une augmentation des salaires de 12,5% à partir de février 2024. Ce montant ne sera toutefois pas appliqué de façon uniforme car les employés qui exercent des métiers en tension recevront une augmentation supérieure.

L'entreprise espagnole CAF a commencé à construire les 51 tramways commandés par la ville de Budapest. Les premières livraisons sont attendues en septembre. Environ un tiers des 330 tramways qui circulent à Budapest ont plus de 45 ans et leur remplacement devient urgent.

Durant plus de six mois, des bus à pile à hydrogène seront utilisés dans l'agglomération de Budapest. Le modèle utilisé est un Toyota Caetano Bus H2.City, qui dispose d'une autonomie de 400 km grâce à sa pile à hydrogène épaulée par des batteries électriques.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Énergie

- stratégie de décarbonation

Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MPO) a soumis à la procédure de commentaires interministériels **un projet de révision de la Politique énergétique de l'Etat (SEK)**, document de planification qui définit les objectifs et les priorités futures de l'Etat dans le domaine énergétique. Dans la lignée du plan national énergie-climat, ce document prévoit un scénario de baisse des émissions de CO₂ de -62% en 2030 par rapport à 1990, basée sur la montée en puissance des sources renouvelables et du nucléaire (entre 32% et 42% du bouquet énergétique d'ici 2050), ainsi que le recours temporaire au gaz comme énergie de transition pour temporiser la sortie progressive du charbon, puis son remplacement par l'hydrogène et le biométhane. **Plus d'informations :** [MPO](#)

En parallèle, le ministère de l'Environnement a également publié un projet de mise à jour de la **Politique de protection du climat (POK)**, qui fournit une feuille de route déclinée en objectifs sectoriels pour atteindre la neutralité carbone en 2050, à travers notamment le développement de nouvelles sources de production d'énergie décarbonée, l'amélioration de

l'efficacité énergétique, la modernisation des infrastructures de transport ou encore la transformation de l'industrie du chauffage. **Plus d'informations :** [MZP](#)

- nucléaire

Nucléaire tchèque, EDF retenu pour la phase finale de sélection. Dans le cadre de l'appel d'offres en cours pour la construction du réacteur nucléaire de Dukovany 5, **le gouvernement tchèque a décidé de retenir EDF et le coréen KHNP pour la phase finale de sélection.** Les deux finalistes devront, d'ici le 15 avril, fournir une offre ferme pour un plus grand nombre d'unités par rapport au plan initial, soit un ensemble de **quatre nouveaux réacteurs**. Le calendrier pour la mise en service du premier nouveau réacteur est maintenu à fin 2036.

L'énergéticien semi-public CEZ a annoncé qu'il augmenterait progressivement cette année la puissance de chacun des quatre réacteurs actuels de la centrale nucléaire de Dukovany, permettant une hausse de la production annuelle d'électricité de 300 000 MWh.

La Chambre des députés a approuvé **le projet de loi sur les procédures relatives au stockage en profondeur des déchets radioactifs**, laissant au gouvernement le choix de l'emplacement pour la construction d'un dépôt géologique en profondeur pour les déchets nucléaires (quatre sites sont envisagés à ce stade), revenant sur un amendement du Sénat qui prévoyait l'approbation du choix d'emplacement par le Parlement. Le projet prévoit l'absence de recours possible pour les collectivités où sera implanté le site de stockage.

- réseau électrique

Le groupe CEZ a lancé l'exploitation du plus grand système de batterie installé à ce jour en Tchéquie (10 MW), situé à Ostrava-Viktovice, permettant de contribuer à la stabilisation du réseau électrique. D'ici 2030, le groupe s'est fixé un objectif de 300 MW de capacité de stockage sur batterie.

Transports et infrastructures

- ferroviaire

Le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires, Správa železnic, a lancé un appel d'offres portant sur l'étude de conception du tronçon **LGV Vysočina II** de 90 km sur la future LGV Prague – Brno. Le projet comprend non seulement la construction de la nouvelle ligne de Světlá n. Sázavou à Velká Bíteš, mais aussi la reconstruction du nœud ferroviaire de Jihlava et la modernisation d'une ligne conventionnelle connexe.

L'opérateur ferroviaire national, **České dráhy**, a transporté en 2023 plus de 164,4 M de voyageurs, en hausse de 5% par rapport à l'année précédente. Ce chiffre représente 90 % du record historique (182 M de passagers) atteint en 2019, dernière année avant la crise du coronavirus. En termes de distance, 8,1 Mds de voyageurs-kilomètres ont été parcourus en 2023, chiffre en hausse de 4,6 % par rapport à 2022.

L'opérateur České dráhy a entamé fin 2023 **des actions en justice contre ses fournisseurs de trains Siemens et Škoda Group** pour les retards dans la livraison du matériel roulant et prévoit d'en entamer prochainement une autre contre **Pesa Bydgoszcz**. Sanctionné lui-même par les organisateurs des transports, notamment par les régions, pour le non-respect des contrats (exploitation par les nouveaux trains), l'opérateur réclame des sanctions de l'ordre de 600 M CZK (24,2 M€) auprès des fournisseurs, confrontés à des tensions sur la chaîne d'approvisionnement.

L'**activité de fret ferroviaire** a représenté 32 Mds tonnes-kilomètres brutes en 2023, soit une baisse de 9,1 % par rapport à l'année précédente et le pire résultat des cinq dernières années. Les principales raisons sont, selon l'association des transporteurs de fret ŽESNAD, la mauvaise performance économique du pays en général, la baisse du transport de bois de calamités, de nombreux travaux de modernisation des voies et l'arrêt de la production à l'aciérie Liberty. ČD Cargo a maintenu sa position de numéro 1 avec une part de marché de 54,62%, suivi par Metrans Rail (9,36%) et Orlen Unipetrol (5,1%).

Après quatre ans de succès, l'opérateur ferroviaire privé RegioJet a décidé de mettre fin à l'exploitation du service ferroviaire saisonnier avec la Croatie et de donner la priorité aux liaisons ferroviaires avec l'Ukraine. Les trains vers la Croatie seront remplacés par les bus de l'opérateur tout au long de l'été 2024.

Dans le cadre du **processus d'homologation des trains électriques 665 (Sirius) du fabricant chinois CRRC**, l'opérateur privé RegioJet a lancé le 6 février 2024 les tests d'exploitation avec passagers sur la ligne ferroviaire Ústí n. Labem - Kolín. Après les tests sans passagers réalisés à l'automne 2023, 48 000 km devront être parcourus pour certifier la conformité et la sécurité. Ces trains étaient initialement destinés à Leo Express (RENFE), qui a cependant résilié le contrat en 2022.

- routier

Le **système de péages** routiers a généré en 2023 des revenus record de l'ordre de 14,9 Mds CZK (610 M€) en hausse de 0,41 % par rapport à 2022. Plus de la moitié (53 %) des péages perçus en 2023 a été payé par des transporteurs étrangers, notamment polonais, slovaques, roumains et hongrois. Avec l'entrée en vigueur en mars 2024 de la taxe poids lourds liée aux émissions de CO₂, les tarifs augmenteront de 10 à 15 %. Les routes soumises à péage représentent une longueur totale de 2 840 km en 2023.

- urbain

Suite au recours déposé par le groupement mené par Porr et Vinci Construction, l'autorité de protection de la concurrence a annulé l'attribution à Subterra (groupe Metrostav) et Hochtief du marché relatif à la construction de la 2^{ème} phase de la ligne de métro automatique D de Prague. La valeur de cette phase est de 30 Mds CZK (1,23 Md€). Selon l'autorité, les informations indiquées par Subterra dans son offre seraient inexactes, soulevant de sérieux doutes quant à leur véracité. La décision, susceptible de recours devant la juridiction administrative, aura certainement des conséquences lourdes sur le calendrier et le coût final du projet.

L'Entreprise des transports publics de Prague (DPP) lancera en 2024 son appel d'offres concernant l'**automatisation de ligne C du métro de Prague**. Celui-ci prendra la forme d'un dialogue compétitif et représente une valeur de 86 Mds CZK (3,53 Md€). Il comprend trois volets: (i) le premier relatif à la **modernisation de la ligne** (aménagement des stations, équipements de sécurité, murs de sécurité du quai, équipements du dépôt et du poste de contrôle), (ii) l'**achat de 68 rames automatiques**, dont 52 pour la ligne C et 16 pour la future ligne D (en chantier), et (iii) la **maintenance des nouvelles rames** (pendant 35 ans) et du système de transport. Le fournisseur sera sélectionné d'ici 2025. Les rames devront être livrées et opérationnelles après 2029.

EUROVIA a gagné un contrat de 1,24 Md CZK (51 M€) pour la construction d'une nouvelle ligne de tramways sur la place de Venceslas à Prague. Les travaux de trois ans devraient commencer dans le courant du deuxième trimestre 2024. Le retour des tramways sur la place est perçu comme une première étape d'une transformation de grande envergure de la place. La nouvelle ligne permettra d'améliorer les possibilités d'itinéraires alternatifs en cas d'urgence dans le centre-ville.

- aérien

En 2023, l'aéroport de Prague a accueilli 13,8 M de passagers, en hausse de 29 % par rapport à 2022 mais toujours loin du record de l'année 2019 (17,8 M). Parmi les 167 destinations desservies à partir de Prague par les 69 compagnies aériennes, Londres, Paris et Milan ont été les plus demandées. Pour 2024 l'aéroport s'est fixé l'objectif d'atteindre 15,5 M de passagers.

L'aéroport de Brno, deuxième plus grande ville tchèque, a enregistré en 2023 un record à 687 000 passagers, soit une hausse de 26,5 % par rapport à 2019. Cette augmentation intervient malgré le fait que la ville a commencé à subventionner les trains de nuit directs la reliant à l'aéroport voisin de Vienne (143 km).

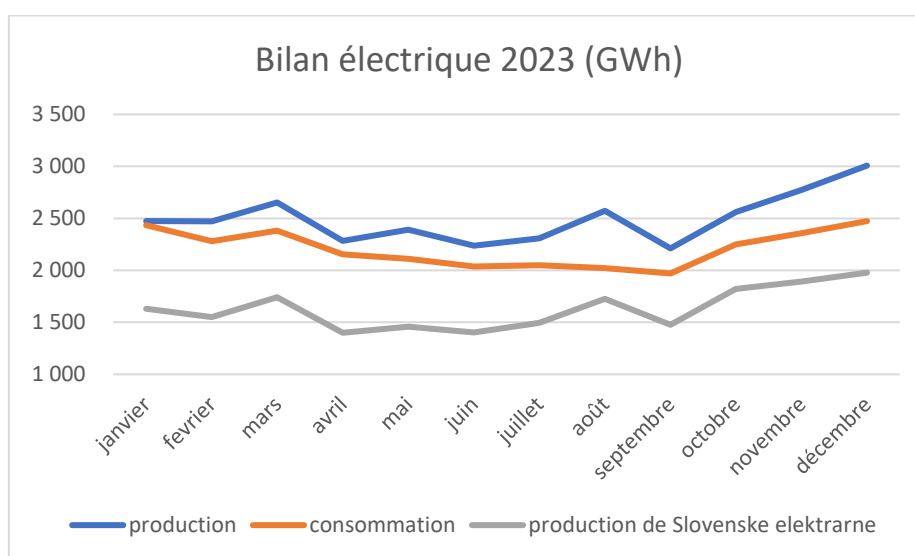
SLOVAQUIE

Énergie

- électricité

Selon les données préliminaires publiées par le principal électricien du pays, Slovenske elektrarne, **la production d'électricité a atteint 29 941 GWh en 2023 et dépassé la consommation** estimée à 26 519 GWh. Slovenske elektrarne a fourni au réseau 19 570 GWh d'électricité ce qui représente 65,4 % de la production totale. Les cinq blocs nucléaires ont fourni au réseau 16 967 GWh soit 56,7 % du total. Slovenske elektrarne rappelle que 96,5 % de sa production se réalise sans émission du CO₂. Par ailleurs, les deux centrales thermiques (production de 708 GWh en 2023) ont arrêté leur production fin 2023.

Grâce au raccordement au réseau du cinquième réacteur nucléaire en début d'année 2023, **la Slovaquie est redevenue exportatrice d'électricité à hauteur de 3 422 GWh**. Le dernier solde positif remontait à 2006. Par la suite, entre les années 2006-2008, la Slovaquie a arrêté la production de deux réacteurs à Jaslovské Bohunice. Selon les données de l'opérateur du réseau de transmission, SEPS, les exportations ont atteint 14,1 TWh et les importations 10,7 TWh en 2023.



- gaz

D'après les données préliminaires de la société de distribution de gaz, SPP – distribucia, **la consommation de gaz a atteint 45,537 TWh en 2023, en recul de 5,8 %** par rapport à 2022, soit une deuxième année avec une diminution de consommation. La part de la consommation des ménages a été de 29,4 %. La baisse est d'une part liée à l'hiver doux et d'autre part à la baisse de la consommation des plus grands industriels. A titre d'exemple, le plus grand consommateur de gaz, le producteur d'engrais Duslo Sala (groupe Agrofert, approximativement 10 % de la consommation totale de gaz) a arrêté la production pendant trois mois en 2023 (soit une baisse de la consommation de l'usine de 20%).

- énergies renouvelables

Située à l'Est du pays, la brasserie Saris (filiale de Prazdroj, groupe japonais Asahi) a annoncé sa coopération avec l'investisseur autrichien Enezy qui va construire sa nouvelle centrale solaire à 60 km de la brasserie (dans la municipalité Iľiašovce). Cet accord s'inscrit dans la stratégie du groupe de passer à l'électricité issue des énergies renouvelables à l'horizon 2025. Le nouveau parc solaire devrait être doté de 10 582 modules photovoltaïques. La centrale devrait couvrir 92 % de la consommation de la brasserie soit 7,2 GWh. La coopération entre les deux entités se réalisera dans le cadre du contrat virtuel d'achat d'électricité vPPA. Par ailleurs, la brasserie prépare son propre investissement dans une centrale solaire sur son terrain – 708 panneaux photovoltaïques produisant 0,5 GWh/an soit 6 % de la consommation de la brasserie.

D'après l'Association slovaque de l'industrie photovoltaïque, en 2023, 21 307 nouvelles centrales photovoltaïques ont été raccordées au réseau. La puissance totale de ces nouvelles centrales s'élevait à 266,9 MW. Le plus grand nombre de nouvelles installations a été réalisé en Slovaquie occidentale (11 022 installations, 107,8 MW), suivie par la Slovaquie centrale (6 028 installations, 102,8 MW) et la Slovaquie orientale (4 077 centrales, 56,3 MW). **A 92 % il s'agissait de petites installations résidentielles** avec une puissance installée inférieure à 10,8 kW. Si la Slovaquie occidentale a connu le plus grand nombre d'installations résidentielles, la Slovaquie centrale concentre 94 % de nouvelles centrales solaires commerciales. Pour répondre à cet engouement, les sociétés de distribution d'électricité prévoient un large programme d'investissement et de modernisation de leur réseau. En Slovaquie occidentale, les investissements sont prévus à hauteur de 143 M€ cette année, et de 70 M€ en Slovaquie centrale; en Slovaquie orientale ils devraient dépasser de 60 M€ ceux déployés l'année dernière. Dans la mesure où chaque région dispose de ses propres règles d'autorisation et de raccordement au réseau, l'Autorité de régulation travaille sur de nouvelles règles afin d'harmoniser et simplifier le processus de raccordement jugé trop lent et compliqué.

Afin de satisfaire les engagements environnementaux de décarbonation de ses clients, SPP planifie d'ici 2030 d'investir dans les énergies renouvelables à hauteur de 500 M€. SPP a déjà publié son intention de construire cinq centrales éoliennes. En 2023, SPP a installé des panneaux photovoltaïques au sein de six écoles ce qui a permis une réduction de consommation d'électricité de 30 % dans les bâtiments concernés. En 2024, huit écoles devraient être concernées. Enfin, sa filiale ESCO codétenue avec l'énergéticien tchèque CEZ Esco, continue ses activités dans la fourniture de services pour augmenter l'efficacité énergétique notamment de l'Institut national des maladies pulmonaires.

Transport

- routier

Le 1^{er} février 2024, la région de Banska Bystrica a lancé la modernisation son transport public de passagers interurbain avec 500 bus intelligents, opérés par deux compagnies régionales SAD Zvolen et SAD Lucenec. Les passagers par l'intermédiaire d'une application peuvent suivre leur bus en ligne. Par cette modernisation, la région veut dans l'avenir recourir à un seul titre de transport intermodal sur son territoire. Les nouvelles technologies employées permettent également d'évaluer la fréquence et l'utilisation des différentes lignes tout au long de la journée. Afin que les habitants de la région s'approprient ces innovations, l'usage du bus a été gratuit en janvier, soit un coût estimé à 800 000 € à la charge de la région.

- aérien

En 2023, 625 053 passagers ont fréquenté l'aéroport de Kosice dont 67,8 % pour des vols réguliers. Par rapport à l'année 2022, le nombre de passagers a augmenté de 15 % et par rapport à l'année pré-pandémique 2019, le nombre de passagers a progressé de 12 %. Les vols réguliers les plus utilisés sont à destination de Vienne, Londres (Luton et Stansted). Parmi les autres destinations on retrouve Dublin, Liverpool, Prague et Varsovie.

En 2023, l'aéroport de la capitale a accueilli 1 813 660 passagers dont 69,3 % pour des vols réguliers. Par rapport à l'année 2022, le nombre de passagers a augmenté de 29 %. Malgré cette bonne performance, le niveau 2019 n'a pas encore été atteint (2 290 242 passagers). En 2023, il y avait 38 vols réguliers (55 en 2019) vers 34 destinations (50 en 2019) dans 18 pays (tout comme en 2019). Les vols réguliers ont été opérés par Ryanair, Smartwings, Wizz Air, Aegean Airlines Air Montenegro, Tus Air et Air Cairo. L'aéroport a également offert pour la première fois des vols de longue distance (vers Cuba, République dominicaine et Vietnam).

Mi-janvier, le parlement a approuvé le projet de loi soumis par le gouvernement qui permettrait de subventionner deux lignes aériennes. D'une part, il s'agit de la ligne entre Kosice et Göteborg en raison de la future usine de Volvo à Kosice. La deuxième concernera le rétablissement de la ligne nationale entre Bratislava et Kosice, fermée en janvier 2019. Si cette mesure se concrétise, elle devrait coûter 1,2 M€ en 2024.

Environnement

La société CEBZ, filiale de la société publique de gaz SPP et de l'entreprise autrichienne Brantner chargée de la gestion des déchets, envisage de lancer au premier semestre une ligne

de tri optique à Nove Zamky (sud du pays). Cette ligne devrait pouvoir traiter 60 000 t de déchets biologiques/an. Il s'agit d'une technologie unique en Slovaquie capable de trier les déchets avec précision.

LITUANIE

Énergie

- électricité

La Lituanie a produit la moitié de son électricité en 2023. En 2023, la croissance de la capacité de production d'électricité solaire et éolienne en Lituanie a été la plus rapide de tous les pays riverains de la mer baltique, d'après les données de la plateforme européenne des opérateurs de transmission d'électricité. Selon le groupe public Ignitis, cette croissance est notamment facilitée par l'absence d'une industrie des énergies fossiles développée dans le pays. Aujourd'hui, 70% de l'électricité produite en Lituanie est d'origine renouvelable (contre 57% pour l'ensemble de la région baltique).

Croissance spectaculaire du solaire et de l'éolien en Lituanie. L'augmentation des capacités éoliennes et solaires a permis à la Lituanie d'augmenter considérablement la production domestique d'électricité en 2023. Celle-ci a représenté 48% des besoins du pays. 30% de la consommation d'électricité de 2023 provient des énergies renouvelables. Le commentaire du ministère de l'énergie ne précise pas l'impact de la baisse de la consommation sur ces chiffres.

Le 15 janvier, **la Lituanie a lancé la deuxième enchère de son programme offshore.** Le projet, d'une capacité de 700MW pourra bénéficier d'un soutien plafonné à 107,18€/kWh, sous forme de CfD. Les offres sont attendues d'ici au 14 avril. La première enchère, pour un projet de 700MW également, avait été remportée par Ignitis Renewables, en consortium avec Ocean Winds. Ces deux projets devraient permettre de générer 6TWh annuellement, soit près de 50% des besoins électriques actuels.

- bornes de recharge

L'autorité de la concurrence lituanienne examine le secteur des bornes de recharge de véhicules électriques. Étant donné le développement rapide et récent des bornes de recharge de véhicules électriques en Lituanie (il devrait y en avoir 60 000 d'ici 2030), le Conseil de la concurrence a annoncé examiner proactivement de possibles barrières à la concurrence dans ce secteur. Il s'inspirera des bonnes pratiques de l'Autriche, du Royaume-Uni et de la Commission européenne, qui ont mené des travaux similaires pour analyser et résoudre les possibles **distorsions dans la concurrence de ce secteur émergent.**

Infrastructures

Pris dans un scandale, BaltCap se retire de plusieurs projets. Le fonds d'investissement BaltCap est actuellement frappé par un scandale de grande ampleur – l'un de ses associés a détourné 16 M€ qu'il a perdus dans des paris. BaltCap est désormais en train de se retirer de plusieurs projets dans lesquels il était impliqué *via* des filiales. Cela inclut la construction du stade national (projet sur lequel il est remplacé par la société de promotion immobilière Hanner) et la reconstruction de l'école de Bucha en Ukraine. Séparément, le maire de Vilnius a annoncé que le coût du projet avait augmenté de 38 M€, dont 28 M€ seront couverts par la municipalité.

LETTONIE

Énergie

- électricité

L'opérateur public de distribution d'électricité AS "Sadales tīkls" prévoit d'investir 75 M€/an d'ici 2023 dans la reconstruction et la rénovation du réseau électrique. Il est prévu de moderniser 1 400 à 1 800 km de lignes électriques et de reconstruire deux à trois sous-stations par an, ce qui augmentera la fiabilité du réseau électrique et sa résilience face aux changements des conditions météorologiques. Il est à noter que la part des lignes électriques en câbles isolés

représente actuellement 62 % de la longueur totale du réseau électrique de distribution. En 2030, elle devrait atteindre près de 80%, voire 100 % pour le réseau basse tension.

Infrastructure

La Commission européenne a annoncé les résultats de son troisième **appel à propositions pour les projets en matière de mobilité militaire** financés par le Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe (CEF) et a confirmé que **51,55 M€ ont été alloués aux activités prioritaires du projet ferroviaire Rail Baltica en Lettonie**. Le financement est dédié à la première phase de construction et de supervision des travaux de construction du pont combiné routier et ferroviaire sur la rivière Daugava. Pour mémoire, un financement à la hauteur de 5,29M€ a été déjà octroyé au projet Rail Baltica en 2022 dans le cadre du deuxième appel à projet pour la mobilité militaire. Ce financement a permis de réaliser la conception de la section routière du pont combiné, du terminal de fret multimodal de Salaspils et du terminal de fret de l'aéroport international de Riga.

Transport

- maritime

Une nouvelle ligne de transport de conteneurs reliant quatre ports européens sur le trajet Riga-Halla (Royaume-Uni) -Rotterdam (Pays-Bas) -Helsinki (Finlande) a été lancée le 26 janvier. Le transport hebdomadaire de conteneurs via le port de Riga sera assuré par des navires porte-conteneurs de taille moyenne exploités par la compagnie néerlandaise Samskip. Le port de Riga est désormais desservi par six lignes régulières de conteneurs - CMA CGM, Maersk, Mediterranean Shipping Company, Sea Consortium Pte. Ltd Trading, Unifeeder et Samskip Multimodal.

- aérien

L'année 2023 a été marquée par une forte reprise du secteur aérien letton. L'aéroport international de Riga a accueilli un total de 6,63 millions de passagers, soit une hausse de 23% par rapport à 2022. 22 % des passagers, soit plus de 1,4 million, ont utilisé Riga comme aéroport de correspondance pour des vols ultérieurs. Cela représente une augmentation de 40% par rapport à 2022. La compagnie aérienne nationale airBaltic, qui assure plus de la moitié des vols accueillis par l'aéroport, a transporté 4,536 millions de passagers, soit 35,8% de plus que l'année précédente.

ESTONIE

La Cour des comptes émet des doutes quant à l'atteinte des objectifs climatiques estoniens. En 2022, le Parlement estonien a adopté une loi d'organisation du secteur énergétique, fixant notamment l'objectif d'un mix électrique composé à 100% d'énergies renouvelables en 2030. Selon la Cour des comptes d'Estonie, afin d'**atteindre ces objectifs climatiques, il faudrait tripler la capacité de production d'énergies renouvelables au cours des 6 prochaines années, ce qui semble peu réaliste** (en 2022, l'énergie renouvelable représentait 32% de la consommation estonienne d'énergie). Bien que les ministères du Climat et des Affaires rurales aient accéléré les processus d'installation des parcs éoliens, ces mesures n'ont pas permis une augmentation rapide du nombre de projets. L'installation de nouveaux radars militaires a également permis d'étendre largement la surface du territoire où l'installation d'un parc éolien est possible, ainsi que la hauteur maximale des éoliennes.

Afin d'accélérer la transition énergétique, l'Estonie mise sur l'éolien, mais des obstacles demeurent : la longueur des procédures de planification, l'évaluation de l'impact environnemental, les problèmes de raccordement au réseau... En parallèle, la consommation d'électricité va s'accroître : en 2030, elle atteindrait 9,4 TWh.

L'augmentation de production d'énergies renouvelables devrait s'accompagner d'espaces de stockage, d'augmentation de la capacité de réseau, d'interconnexions avec les voisins et d'incitations à l'exportation, précise la Cour des comptes. Cette dernière met toutefois en garde contre des incitations trop généreuses qui pourraient conduire à des hausses des prix pour les consommateurs. Le ministère du Climat affirme de son côté que les objectifs seront bien atteints en 2030.

Énergie

- énergies renouvelables

En 2023 et pour la première fois, **l'Estonie a produit plus d'énergie de source renouvelable que de source fossile**, avec respectivement 2,6 TWh et 2,3TWh. Parmi les sources renouvelables, on trouve la biomasse, l'énergie solaire et l'éolien ayant produit respectivement 1,2 TWh, 0,7 TWh et 0,7 TWh en 2023. Malgré cette performance, l'Estonie n'a produit que 57% de sa consommation, (8,6 TWh).

Le 29 janvier, l'Estonie a atteint une production d'énergie éolienne de 381,6 MW, maximum historique.

- panne d'Estlink 2 et prix de l'électricité

Le câble électrique Estlink 2, reliant la Finlande et l'Estonie, est tombé en panne le 26 janvier. L'origine de l'interruption de la transmission est encore inconnue, mais un « dommage externe intentionnel » est exclu. La panne aurait eu lieu environ à 1km de la côte estonienne. En conséquence, les prix de l'électricité se sont emballés en Estonie : peu après la panne, ils étaient 7 fois plus élevés en Estonie qu'en Finlande.

En raison de cet incident et de multiples facteurs (faiblesse de la production de renouvelables en janvier, coût très élevé de la production d'électricité à partir de schiste bitumineux...), l'opérateur Eesti Energia estime que **le prix moyen de l'électricité en janvier** sera de 154,40€ par MWh. Ce prix n'a **jamais été aussi élevé ces 12 derniers mois.**

- Estlink 3

Elering, transporteur estonien d'électricité, a réalisé une demande de permis dans le cadre de **la construction d'un troisième câble électrique sous-marin** d'une capacité de 700 MW entre l'Estonie et la Finlande. Celui-ci arriverait en Estonie dans le comté de Lääne, au Nord-Ouest du pays, afin d'assurer la connexion avec les îles d'Hiiumaa, de Saaremaa mais également en raison du potentiel éolien off-shore de la région. Le câble ne serait pas en service avant le milieu de la prochaine décennie et son fonctionnement implique au préalable une amélioration du réseau électrique estonien.

- sécurité énergétique

En novembre 2023, une solution a été mise en place afin **d'assurer l'approvisionnement régulier en eau de refroidissement des centrales électriques à schiste bitumineux de Narva.** Cette solution était d'une importance majeure : pour le refroidissement de l'eau, les centrales à schiste sont dépendantes du réservoir de la rivière Narva marquant la frontière avec la Russie. Cette dernière pouvait jusqu'alors perturber les cycles de refroidissement des centrales en ouvrant les vannes de son côté de la frontière.

- éolien offshore

Les entreprises Ignitis Renewables et CIP (Copenhague Infrastructure Partners) ont remporté ensemble la vente aux enchères des parcelles maritimes de Liivi 1 et 2 dans le golfe de Riga, pour y développer de l'éolien offshore, pour un coût respectivement de 1,17 et 1,72 M€, pour une surface de 193km². L'ouverture du parc, d'une capacité de 1 à 1,5 GW est prévue en 2035.

- rénovation énergétique

Bien que l'Estonie reçoive des dizaines de millions d'euros de subventions à destination de la rénovation énergétique des bâtiments, **certains obstacles pratiques entravent la mise en place de ces travaux et l'absorption de ces fonds** (25 M€ pour la seule région d'Ida-Virumaa, au Nord-Est du pays). Les associations de logements de Kohtla-Järve (5^{ème} ville du pays, Ida-Virumaa – 34 000 habitants) se déclarent plutôt sceptiques, notamment au vu de la difficulté d'obtention d'un prêt dans la région, et de la faible attractivité de la région et des bâtiments. Cette association estime que l'amélioration des performances énergétiques ne peut se faire qu'en détruisant des vieux bâtiments, peu attrayants, pour en bâtir de nouveaux.

- stockage

Afin d'accroître la part des énergies renouvelables dans son mix électrique et d'atténuer les pics de prix de l'électricité, le ministère du Climat a déclaré que **l'Estonie avait besoin de facilités de stockage de l'énergie**. Un certain nombre de batteries et de diverses infrastructures de stockages sont en construction comme une hydropompe à Paldiski, à l'Ouest de Tallinn. L'entreprise **Eesti Energia a également annoncé construire son premier stockage de grande ampleur** à Auvere, dans le Nord-Est du pays, en 2024. L'outil serait opérationnel début 2025, c'est-à-dire lors de la déconnexion du réseau BRELL. L'appel d'offre a été remporté par les entreprises estoniennes Diotech et Solar Wheel avec la technologie coréenne LG Energy Solution. Les capacités seraient de 26,5 MWh et 53,1 MWh.

Agenda

4-5 mars 2024	Forum des collectivités territoriales , à Mikołajki
4- 8 mars 2024	French Mobility Days 2024 - Pologne et Roumanie , à Varsovie et Bucarest
5-7 mars 2024	Rencontres d'affaires avec les acheteurs du secteur de la Biomasse et de l'Energie 2024 - Pologne , en ligne et à Varsovie
11 au 14 mars 2024	French Defense, Security & Cybersecurity Tour 2024 - République tchèque, Slovaquie et Roumanie , à Prague et Bucarest
13 mars 2024	European Rolling Stock Forum 2024 , à Varsovie
14 mars 2024	Lancement de la 11 ^{ème} édition du projet Eco-Miasto, à Varsovie
20-22 mars 2024	XII Fracht Forum , à Sopot
20-22 mars 2024	Hydrogen Days , à Prague
17 avril 2024	Baltic Logistics & Manufacturing Symposium 2024 , à Riga
25 avril 2024	Conférence sur l'énergie éolienne « WindWorks. Connecting industries » , à Riga
8-10 mai 2024	Forum économique EEC 2024 , à Katowice
15-16 mai 2024	Forum Impact 2024 , à Poznan
10-13 juin 2024	French Water Tour 2024 - Pologne et Roumanie , à Varsovie et Bucarest
20-21 juin 2024	Conférence « Circular Economy in Practice » , à Ostrava
1 ^{er} juillet 2024 – 31 décembre 2024	<i>Présidence Hongroise du conseil de l'UE</i>
1 ^{er} janvier 2025 – 30 juin 2025	<i>Présidence polonaise du conseil de l'UE</i>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallin

Abonnez-vous : noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr